

[Français]

**M. Dick:** Je suggère, monsieur le Président, que les autres questions soient réservées.

**M. le Président:** On a répondu aux questions énumérées par l'honorable secrétaire parlementaire. Les autres questions sont-elles réservées?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

[Traduction]

#### DEMANDES DE DOCUMENTS

**M. Paul Dick (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Monsieur le Président, je demande que tous les avis de motion portant production de documents soient reportés.

**M. le Président:** Tous les avis de motion portant production de documents sont-ils reportés?

**Des voix:** D'accord.

\* \* \*

#### MESSAGE DU SÉNAT

**M. le Président:** J'ai l'honneur d'annoncer à la Chambre que le Sénat lui a adressé un message pour l'informer qu'il a adopté tel quel le projet de loi C-52, tendant à modifier la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage.

\* \* \*

#### LA SANCTION ROYALE

**M. le Président:** A l'ordre. J'ai l'honneur d'informer la Chambre qu'un message dont voici le texte a été reçu:

Résidence du Gouverneur général,  
Ottawa

Le 29 mai 1985

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous aviser que l'honorable Gérard V. J. La Forest, juge puîné de la Cour suprême du Canada, en sa qualité de suppléant du Gouverneur général, se rendra à la salle du Sénat aujourd'hui, le 29 mai 1985, à 14 h 45, afin de donner la sanction royale à un projet de loi.

Veuillez agréer,  
Monsieur le Président,  
l'assurance de ma haute considération.  
Le chef de cabinet adjoint,  
A. P. Smyth

● (1530)

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

#### LE BUDGET

##### L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude, interrompue le lundi 27 mai, de la motion de M. Wilson (Etobicoke-Centre): Que la Chambre approuve la politique budgétaire générale du gouvernement, ainsi que de l'amendement de M. Johnston (Saint-Henri-Westmount) (p. 5043).

#### Le budget—M. Nielsen

**L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale):** Monsieur le Président . . .

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Où est passé tout le monde?

**M. Nielsen:** Je ne vois personne. Oh! oui, il y a deux députés derrière mon honorable collègue d'en face.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Où est donc passé tout le monde?

**M. Nielsen:** Je ne vois personne.

J'interviens dans le débat, monsieur le Président, en rapport avec un exercice auquel certains de mes collègues du cabinet et moi nous livrons depuis l'automne dernier. Je veux bien sûr parler de l'examen des programmes, et c'est à cet égard que je prends la parole ainsi qu'à titre de président de ce groupe de travail.

Le temps et la réflexion approfondie consacrés à l'examen des programmes par le ministre des Finances (M. Wilson), le président du Conseil du Trésor (M. de Cotret) et le ministre de la Justice (M. Crosbie), qui siègent avec moi à ce comité, démontrent bien le vif intérêt et la priorité que notre gouvernement accorde à l'amélioration aussi bien de la gestion des programmes gouvernementaux que des services à la population, de même qu'à l'amélioration du sens de l'ordre en général dans tout l'appareil gouvernemental. C'est avec enthousiasme que nous avons accepté cette mission qui est au premier plan de nos réflexions depuis plusieurs mois et dont nous nous acquittons avec une très grande détermination en poursuivant inlassablement ces objectifs.

La tâche que le premier ministre (M. Mulroney) nous a ainsi confiée en septembre dernier démontre bien également. Votre Honneur, tout notre engagement à assurer l'efficacité et l'efficience de la Fonction publique pour de nombreuses années à venir. A notre avis, les Canadiens ont droit à une Fonction publique qui soit l'égal de toute autre. Où qu'ils soient, depuis Port Alberni jusqu'à Chicoutimi et à la baie de Placentia, ils ont droit à une Fonction publique qui fonctionne sans compromission, tout à fait libérée des contraintes du passé. En effet, une Fonction publique moderne doit être libérée du joug des compromis destinés à satisfaire des exigences qui n'existent plus.

Il était grand temps de songer à moderniser la gestion des affaires gouvernementales. Cela, en tant que ministériels, nous le savons pour l'avoir vérifié alors que nous étions de simples citoyens, des hommes d'affaires, des agriculteurs, des membres de collectivités qui s'efforçaient de relever les défis de l'entreprise globale d'après-guerre. Nous le savions alors que nous formions l'opposition officielle de sa Majesté et que nous nous appliquions à rectifier les moyens que le gouvernement de l'époque mettait en œuvre pour faire face à la crise énergétique, à enrayer le péril environnemental sur lequel le gouvernement de l'époque préférait fermer les yeux, et que nous blâmons ledit gouvernement de ne pas relever le défi de la révolution technologique. Nous l'avons vu entasser programme sur programme, gonfler les budgets au-delà de toute responsabilité, et grossir les effectifs jusqu'à ce qu'ils ne soient plus du tout proportionnés à la réalité. Nous avons par ailleurs réfléchi